

« La hausse du passe Navigo, c'est le choix de Valérie Pécresse »

L'augmentation du passe Navigo de 70 € à 73 € par mois passe mal. Dans notre entretien exclusif, **Manuel Valls** renvoie la responsabilité à la présidente de la région et ne ferme pas la porte à une écotaxe poids lourds.

Valérie Pécresse (LR) avait menacé d'instaurer une « taxe Valls » de 10 € à 15 € faute d'accord avec l'Etat sur le financement du passe Navigo utilisé par des millions de Franciliens. Le Premier ministre répond à la présidente de la région.

L'augmentation de 3 € du passe Navigo à compter du 1^{er} août est-elle justifiée ?

MANUEL VALLS. J'ai été l'un des premiers à défendre l'idée d'un passe Navigo il y a sept ans. J'ai tenu à ce que le tarif unique soit préservé. Pour financer les grands travaux et les investissements nécessaires à la modernisation des transports, Valérie Pécresse a fait plusieurs propositions, dont celle d'augmenter le versement transports payé par les entreprises et la mise à contribution des usagers. C'est son choix, je le respecte. J'aurais pu parler de « taxes Pécresse » mais je ne le ferai pas car ce dossier du transport francilien impose un sens des responsabilités. **Plus 3 €, c'est donc la décision de Valérie Pécresse ?**

C'est sa décision, elle l'assume, comme j'assume le fait que nous avons signé ensemble un contrat entre l'Etat et la région qui doit permettre de financer l'extension des lignes de métro et de tramway, les lignes nouvelles du Grand Paris Express, la modernisation des RER. Tout ceci représente de centaines de millions d'euros en plus. Il fallait trouver de nouvelles recettes, loin de toute démagogie.

« Je serai candidat au renouvellement de mon siège de député l'an prochain »

Des « cadeaux non financés » comme le passe Navigo un jour, des taxes le lendemain : « emblématique de la gestion Hollande-Valls », critique Pécresse...

Les transports, ce n'est pas une affaire de droite ou de gauche. Leur financement est assuré, le passe Navigo à tarif unique conforté. Les phrases comme « la taxe Valls » sont inutiles. Elles visent à blesser et sont en contradiction avec les choix responsables que nous faisons. Ensemble.

Les socialistes de la région affirment que l'augmentation de 3 € n'était pas nécessaire...

C'est pour ça que je dis que c'est la décision de Valérie Pécresse. Mais reconnaissons que les investissements pour les transports sont colossaux. Il faut trouver un équilibre qui ne pèse pas trop ni sur l'économie, ni sur les usagers.

Selon le Stif (NDLR : Syndicat des transports d'Ile-de-France), le prix d'équilibre du passe Navigo



Paris, 57, rue de Varenne, hôtel Matignon (VII^e), hier. « Il faut évidemment faire attention aux augmentations qui pèseraient sur les usagers, d'autant qu'ils n'ont pas encore — c'est le moins qu'on puisse dire — vu d'amélioration », souligne Manuel Valls, le Premier ministre. (LP/Philippe de Poulpiquet.)

se situe entre 80 € et 85 €. Craignez-vous d'autres augmentations ?

Il y a un coût à des transports de qualité. Mais la remarque du Stif a été émise avant le protocole que nous venons de signer. Il faut évidemment faire attention aux augmentations qui pèseraient sur les usagers, d'autant qu'ils n'ont pas encore — c'est le moins qu'on puisse dire — vu d'amélioration.

Les entreprises du Val-de-Marne et de Seine-Saint-Denis se plaignent d'une forte augmentation de leur contribution transports, au risque de pénaliser encore plus l'Est parisien...

C'est une remise à niveau, étalée sur plusieurs années. Les acteurs économiques peuvent aussi comprendre que les investissements ne doivent pas peser uniquement sur les usagers. En plus, l'activité économique en bénéficiera. Il n'y a rien de pire que la démagogie pendant les campagnes électorales où l'on annonce qu'on n'augmentera jamais le passe Navigo ou qu'on ne touchera pas à tel ou tel dispositif fiscal.

La mise en place d'une écotaxe pour les poids lourds qui rapporterait des dizaines de

millions d'euros dépend de vous. Y êtes-vous favorable ?

Sur tout ce qui permet de lutter contre la pollution et de limiter la circulation des poids lourds tout en trouvant des nouvelles recettes, je ne ferme aucune porte.

Que vous inspirent les six premiers mois de gestion de Valérie Pécresse ?

A la place qui est la mienne, je ne vais pas la juger.

Après le Brexit : « Je dis : Welcome in Paris ! Venez investir en France ! »

La mise en place des tests salivaires pour détecter l'usage du cannabis dans les lycées ne vous dérange pas ?

Si, évidemment. Nous pouvons nous mettre d'accord sur le transport, l'apprentissage, l'université, etc. Mais la droite cherche aussi à donner des gages en prenant des décisions qui sont contraires à l'intérêt général. Les tests salivaires, c'est une proposition à l'efficacité douteuse. Revenir sur le Pass contraception est également une erreur. Je regrette donc que la région donne cette ima-

ge-là et cherche à créer le buzz.

Quand vous ne serez plus Premier ministre, vous investirez-vous davantage dans cette région ?

Le jour où je quitterai Matignon, je m'investirai dans mon territoire, celui d'Evry (NDLR : Essonne), puisque je serai candidat au renouvellement de mon siège de député l'an prochain.

Le Brexit est-il une opportunité pour Paris ?

Oui, même si je ne le souhaitais pas. Nous savons que des groupes installés à la City envisagent de la quitter pour Dublin, Amsterdam, Francfort et Paris. Nous travaillons à des dispositifs qui pourraient permettre de renforcer notre attractivité. Je pense notamment à la fiscalité ou au statut des expatriés. Aux grandes entreprises internationales je dis donc : « Welcome in Paris ! Venez investir en France ! »

En 2014, vous limitiez l'encadrement des loyers à Paris. Aujourd'hui, vous l'étendez à la région. Pourquoi ?

A Paris, les excès ont été freinés et du pouvoir d'achat a ainsi été rendu aux ménages. A ce jour, l'encadrement des loyers n'a pas découragé l'investissement locatif. L'expéri-

mentation s'étant révélée positive, nous étendons le dispositif à 412 communes pour une entrée en vigueur à partir de 2018.

Concernant le futur statut de Paris, vous acceptez les doléances de la maire (PS) Anne Hidalgo. Une façon de s'en faire une alliée ?

Il est temps de donner à Paris des moyens adaptés à son époque. En fusionnant le département et la ville ou encore en renforçant les pouvoirs du maire : il n'y a pas de raison qu'Anne Hidalgo ne puisse pas disposer des mêmes pouvoirs que les autres maires de France. Ce n'est pas une révolution ! Mais il fallait toiletter les compétences de chacun. Anne Hidalgo m'a toujours trouvé à ses côtés pour défendre les Parisiens.

Certains crient au « tripatouillage » avec la fusion des quatre premiers arrondissements...

Mais le découpage actuel datait de 1860 ! Il ne permet plus la représentation équitable des Parisiens. Même modeste, cette fusion va permettre des économies, d'être plus efficace sans léser les rapports de force politique.

Propos recueillis par **ERIC HACQUEMAND ET BERTRAND SCHNEIDER**